

20240425 Lyon Capitale

<https://www.lyoncapitale.fr/actualite/squat-casse-dalle-menaces-d-expulsion-les-habitants-se-mobilisent>

[Actualité](#)



Banderole utilisée par les habitants des squats ce jeudi matin. (Photo Squat Casse Dalle)

Squat "Casse Dalle" : menacés d'expulsion, les habitants se mobilisent

par Amaury Perrin

Les habitants d'un squat lyonnais se sont introduits ce jeudi chez le bailleur social Lyon Métropole Habitat pour demander à être entendus.

Ce jeudi matin vers 10 heures, une scène inhabituelle s'est déroulée au siège de Lyon Métropole Habitat. Une trentaine de personnes, principalement des habitants de squats menacés d'expulsion, ont investi les lieux pour faire entendre leur voix. Accompagnés de leurs soutiens et munis de banderoles, ils réclamaient ainsi un entretien avec le bailleur social public.

Deux squats bientôt expulsés

Au cœur du problème se trouve le squat "Casse Dalle", qui héberge une cinquantaine de personnes exilées depuis septembre 2022. Installé dans un bâtiment appartenant à la Métropole de Lyon, le lieu de vie était plus au moins toléré. Le bâtiment était en effet abandonné depuis une dizaine d'années. Cependant, malgré l'évocation d'une convention d'occupation, la Métropole a finalement décidé d'expulser les occupants à la fin du mois d'avril.

***Lire aussi :** [Une trentaine de personnes évacuée d'un squat dans le 6e arrondissement de Lyon](#)*

Par anticipation, les habitants ont décidé de déménager leur squat au 19 rue du docteur Bonhomme le 20 avril. Leur choix s'est ainsi porté sur un édifice inoccupé depuis plusieurs mois, adapté à l'habitation. Mais Lyon Métropole Habitat, qui possède les lieux, souhaite également les expulser. Une procédure a donc été lancée lundi en vertu de la loi Kasbarian-

Bergé, adoptée l'été dernier. Un texte qui s'était alors heurté à une forte opposition des Ecologistes. *"On exige donc qu'ils agissent en conséquence en refusant de l'appliquer contre ce nouveau squat et tous les prochains"*, demandaient ce matin les squatteurs.

"Les partis de gauche qui gouvernent à Lyon avaient fortement dénoncé cette loi. On exige donc qu'ils agissent en conséquence en refusant de l'appliquer contre ce nouveau squat et tous les prochains".

Habitants du squat de la rue Bonhomme

[*Tweet*](#)

Ils n'ont finalement pas été entendu par la présidente de Lyon Métropole Habitat, qui aurait refusé toute négociation. Le bailleur social a en effet appelé la police pour repousser les manifestants et mettre fin à la protestation. Malgré tout, cela s'est fait sans violence et aucun contrôle d'identité ni arrestation n'a eu lieu. De son côté, la Métropole s'était engagée avant la mobilisation à rechercher une solution de médiation avec Lyon Métropole Habitat. Les habitants des squats n'ont pour l'instant pas eu de retour.

Lire aussi : [Sans-abrisme : la Métropole de Lyon mise sur une foncière solidaire](#)